



## Non, JM Blanquer n'est pas la République !

COMMUNIQUÉ

La CGT Éduc'action sait depuis longtemps que Jean-Michel Blanquer a un problème avec les personnels de son ministère et avec des notions pourtant importantes comme la liberté pédagogique, la laïcité et le statut général de la fonction publique.

Il vient de franchir une nouvelle limite en menaçant les enseignant-es qui auraient un « problème avec les valeurs de la République ». C'est inacceptable.

Inacceptable de laisser entendre que les personnels auraient un problème avec la République, les pointant une nouvelle fois du doigt et les livrant à la vindicte de celles et ceux qui tentent d'imposer la peur et la haine de l'autre dans le débat public.

Inacceptable de se réfugier derrière les « valeurs de la République » pour faire passer sa propre vision d'une laïcité quasi mystique, instrumentalisée pour disqualifier de fantasmé-es « islamo-gauchistes » abreuvé-es d'idéologie « woke ».

Les enseignant-es n'ont pas de problème avec les valeurs de la République. Elles et ils respectent la loi en suivant les programmes, quoi qu'elles ou ils puissent en penser. Bref elles et ils font leur travail.

En revanche, les enseignant-es, comme n'importe quel-les citoyen-nes, peuvent effectivement être en désaccord avec les réformes de leur ministre, avec son idéologie et avec le mépris qu'il affiche trop souvent à leur égard. Nous rappelons d'ailleurs que le statut de la fonction publique est attaché à la conception de fonctionnaire citoyen-ne dont découlent certaines libertés permettant aux fonctionnaires de manifester leur opposition à la politique ministérielle.

La CGT Éduc'action condamne fermement les menaces à peine voilées du ministre. Elle lui rappelle que la République ne se réduit pas à sa vision idéologique et réactionnaire. Elle lui rappelle également qu'il n'est pas irréprochable sur la question de la laïcité puisqu'il continue de favoriser l'enseignement privé catholique (budget, intégration dans l'éducation prioritaire...).

Elle continuera à s'opposer pied à pied à ses réformes élitistes de tri social et à sa politique autoritariste à l'encontre des personnels et des élèves.

Montreuil, le 20 octobre 2021